

LES ENTRETIENS EUROPARTENAIRES

Entretien d'Europartenaies

La France en Europe & l'Europe en France

Lundi 18 février 2019

*Représentation en France de la Commission européenne
288 Boulevard Saint-Germain, Paris 7^e*

Avec

Yves Bertoncini

Président du Mouvement Européen-France

Compte rendu

À quelques semaines de ce scrutin essentiel, il est opportun de faire un tour d'horizon sur les sujets qui s'annoncent cruciaux pour l'avenir de l'Europe et qui vont assurément peser dans la campagne des élections européennes.

I. Propos liminaire :

Yves Bertoncini commence par partager avec le public quelques éléments d'analyse concernant les élections européennes et fait trois remarques. Il identifie d'abord deux fausses pistes que sont l'abstention et la poussée populiste comme les enjeux principaux de ce scrutin. L'abstention peut en effet être considérée comme un piège à force d'en parler. L'on ne peut certes nier le taux de participation aux élections européennes, mais ce déficit est peut-être logique, car il renvoie lui-même à un triple déficit :

- déficit de participation lié au déficit de compétences de l'UE
- déficit d'ancrage électoral
- déficit de légitimité et de pouvoir du Parlement européen

L'autre piège serait de résumer ce scrutin à l'intensité d'une poussée extrémiste, populiste et radicale, comme l'on a déjà assisté à une progression de ces formations en 2014. Certains partis, comme le *Rassemblement National*, ne devraient toutefois pas faire un score beaucoup plus élevé que celui qu'ils ont obtenu lors du dernier scrutin européen. Cela ne signifie cependant pas qu'il faille nier des marges importantes de progression dans certains pays ou

certaines régions, comme la *LEGA* en Italie. Les derniers sondages montrent un niveau important d'euroseptiques et d'europhobes, mais ceux-ci ne parviendront probablement pas à obtenir 51% des sièges du Parlement. La victoire institutionnelle leur est hors de portée. Si c'est inquiétant, cela est intéressant et ce serait une erreur de la résumer comme le principal enjeu de ce scrutin. **L'enjeu principal du prochain scrutin sera plutôt de connaître les rapports de force établis au sein de la très grande coalition qui va devoir se mettre en place pour gouverner le Parlement européen.** L'un des événements majeurs sera que, probablement pour la première fois, les deux principaux partis européens que sont le S&D et le PPE n'obtiendront pas la majorité. Quelle alliance permettra à ces deux partis de récupérer leur majorité ? Les Libéraux démocrates ? Les Verts ? Au cas par cas, avec les euroseptiques polonais qui prendront le leadership sur les euroseptiques britanniques partis ? En d'autres termes, il faut déterminer les rapports de force entre ces partis de gouvernement pour savoir lequel aura le plus de puissance lorsqu'il faudra essayer de gouverner. Car à trop parler des populistes, on les place au centre du jeu politique. La victoire institutionnelle que ne peuvent obtenir ces partis ne les empêchera cependant pas d'obtenir une victoire, ou en tout cas une marge d'influence politique vis-à-vis des partis de gouvernement.

Enfin, il faut considérer **la situation géopolitique actuelle de l'Union européenne** que l'on pourrait qualifier d'instable face aux nombreux défis, aux diverses menaces, mais également face aux opportunités à saisir dans la mondialisation et qui se présentent à elle. En matière de sécurité collective par exemple, de changement climatique, de compétition économique internationale, l'Europe peut être perçue dans ce contexte non pas comme une menace, mais comme une réponse à ces menaces, non pas comme un outil affaiblissant les États-nations, mais les renforçant. Saisir cela constitue un autre enjeu important de ce scrutin européen et le choix des Européens pour les eurodéputés devra se faire en ayant conscience de cette réalité. Les dimensions domestiques influenceront indéniablement le vote de chacun, mais adopter une vision plus large de l'UE dans le monde devrait permettre de faire un choix plus réfléchi.

La France, comme de nombreux autres pays européens, vit actuellement une période de troubles et d'instabilité. **En tant que grand État membre, la France inquiète les Européens** bien qu'elle ait choisi un Président qualifié de pro-européen. L'enjeu des élections est particulièrement scruté, car d'autres pays n'ont pas les ressources politiques suffisantes pour s'engager dans un agenda pro-européen ambitieux. On constate que les prochaines élections européennes en France seront organisées dans le cadre d'une liste nationale. « Nationaliser pour européeniser le scrutin », tel est l'argument de ce changement de circonscription qui peut toutefois laisser perplexe. En effet, le risque existe que ces élections apparaissent aux yeux des électeurs comme des élections intermédiaires « pour ou contre l'action du Président de la République et de son gouvernement ». Il convient en outre de rappeler que toutes les élections européennes ont toujours été fondées sur des motivations mixtes, reposant tant sur des enjeux européens que nationaux. Il faut faire en sorte que l'Europe soit le plus présente possible dans cette campagne pour qu'il en ressorte un message et des représentants légitimes pour **défendre l'agenda européen et non des intérêts strictement nationaux au niveau européen.** Ce message pourrait être d'autant plus audible que, d'après **Yves Bertoncini**, les europhobes vont

mettre en sourdine leurs revendications. La raison est simple, le Frexit et les messages de ce genre ne sont pas vendeurs électoralement.

En tant que français, nous pouvons voir d'une manière positive les changements opérés dans le registre de la sécurité collective (défense, coopération policière et judiciaire, échanges de renseignements, etc.). Face aux menaces actuelles et à l'hostilité grandissante des États-Unis à l'égard de l'UE, la fracture transatlantique s'accroît et pousse les Européens à prendre davantage en main leur destin stratégique. **La France a un rôle de leadership à jouer et assumer** dans ce contexte. Il sera donc crucial que ce sujet soit porté de manière adéquate par les listes politiques pro-européennes, car il est de nature à réconcilier les Français avec le projet européen. On regarde en voyant seulement la face sombre de la lune. Nombreux sont ceux à considérer que l'Union ne peut être gérée à 27 et qu'il serait opportun de reconstruire une Union plus petite, que l'on pourrait caricaturer en une France, mais en plus grande. Finalement, ce scénario est plausible dans le sens où ces revendications risquent d'émerger à nouveau durant cette campagne. L'un des apports de Macron, outre d'avoir défait l'europhobie, est d'avoir essayé de nous guérir du *francoscepticisme* : la France peut y arriver et doit cesser de rejeter la faute sur Bruxelles. Or, le contexte actuel vient interroger ce postulat et recommence à rejeter la faute sur l'Europe. De manière générale, même les discours les plus pro-européens, comme ceux tenus par le Président de la République, évoquent régulièrement la nécessité de refonder l'Europe.

Au sujet de la France en Europe ; **ces élections constitueront sans nul doute un test électoral pour le Président et sa majorité**. Quel score LREM va-t-elle obtenir ? Probablement entre 20 et 25%, bien que cette estimation soit à relativiser puisque la campagne n'a pas débuté et les listes ne sont pas encore totalement connues. L'on risque de revoir, compte tenu du contexte actuel et du retour à une circonscription nationale, une grande fragmentation des listes et dès lors de la représentation des députés français au Parlement – une tendance qualifiée par Alain Lamassoure du « *retour des tribus gauloises* ». En termes d'influence, cela tend à éparpiller les voix et par conséquent les responsabilités. En termes de pouvoir, il est préférable d'avoir beaucoup d'élus dans les groupes influents. Si l'on en croit les sondages actuels, les deux groupes les plus influents que sont le PPE et le S&D vont probablement le rester. Toutefois, le nombre d'élus français dans ces deux groupes risque d'être faible, ce qui aura une incidence directe sur l'influence française. C'est au sein du groupe ALDE que l'on comptera un nombre important de députés français issus de la liste de LREM. La délégation nationale la plus importante se retrouvera au sein d'ALDE, le groupe charnière et 3^e groupe le plus puissant au Parlement, une position qui peut s'avérer intéressante en termes de levier. Mais **l'influence de la France au niveau européen ne se réduira pas à sa délégation au sein du Parlement européen**. En effet, elle se mesurera également à l'aune des résultats électoraux obtenus par Emmanuel Macron, de la dynamique qu'il aura réussi ou non à réinsuffler à son quinquennat, de son activisme au niveau du Conseil et au niveau des diverses nominations qui feront suite aux élections.

II. Discussion entre le public et l'intervenant

Élisabeth Guigou constate que les chances sont faibles d'avoir une majorité eurosceptique au Parlement européen du fait de la fragmentation des groupes politiques. Cette fragmentation risque toutefois de conduire au plus petit commun dénominateur européen alors que nous aurions besoin aujourd'hui d'un sursaut européen aujourd'hui pour que l'Europe ne soit pas effacée sur la scène internationale. Les défis européens sont des défis transnationaux. On devrait vouloir une Europe renforcée et plus puissante pour affronter les défis, comme ceux de l'emploi des jeunes, face à la robotisation, des migrations, du climat et de la sécurité. Ce futur Parlement tel qu'il semble se dessiner sera-t-il capable d'un tel sursaut face à ces défis ?

Yves Bertoncini précise que le Parlement européen est dans une logique de grande coalition où il y a toujours eu des accords entre des grands groupes et où il y a toujours eu cette géométrie variable, mais c'était surtout entre deux grands groupes. Désormais ce sera probablement entre trois, voire quatre groupes. Les groupes candidats pour entrer dans cette nouvelle grande coalition sont les libéraux démocrates, les Verts ainsi que les eurosceptiques. Probablement qu'émergera au Parlement européen une très grande coalition au lieu d'une simple coalition. Cependant il ne faut pas exagérer l'impact sur le fonctionnement du Parlement européen, car une culture du compromis y règne déjà. En outre, le risque de blocage est bien plus grand au niveau du Conseil, car la culture de l'unanimité prime sur celle du consensus, et est donc plus facile de le déstabiliser.

Élisabeth Guigou s'attarde sur le paysage français ; Emmanuel Macron avait pendant la campagne soulevé un espoir parmi les europhiles et il semblait le plus à même de défendre l'Europe, mais qui mènera une campagne europhile crédible face à la montée de l'euroscepticisme ? Il faudra sans doute rester visionnaire avec la perspective d'une Europe plus sociale, rester concret sans éviter les sujets du climat et des migrations. Elle s'interroge sur la façon d'aborder cette future campagne en France.

Yves Bertoncini affirme que notre président de la République est en effet ambitieux avec une vision de l'Europe qu'il veut refonder. Il observe qu'Emmanuel Macron voulait être *architecte* de la construction européenne, reprenant l'expression de Jacques Delors. « Refonder » l'Europe est très ambitieux et donc décevant. Il existe toutefois un paradoxe français qui joue en sa défaveur : le Président Macron s'est présenté comme un premier de la classe alors qu'il dirige un pays qui est toujours au fond de la classe. La France en effet n'a pas la moyenne au niveau de ses résultats économiques et sociaux. Notre croissance est à 1,3 ce qui reste faible, même si l'Allemagne est à 1,1, l'Italie à 0,2, et la Belgique à 1,3 aussi, c'est démographiquement beaucoup moins grave pour ces pays que pour la France. En termes de déficit, elle dépasse les 3% et est la seule à atteindre ce seuil dans la zone euro. Devant les chiffres du chômage et de la dette publique, la France occupe la 23^e place sur 28. Emmanuel Macron doit largement continuer à améliorer le score. Parallèlement, la France portera peut-être le discours régulateur dont l'Union a besoin.

Sur les questions migratoires, la France a la capacité de se projeter et d'agir à la source pour tarir les flux migratoires. Mais elle a également la capacité d'être plus solidaire en matière

d'accueil des demandeurs d'asile. En outre, la France n'a jamais fait l'objet d'un réel afflux massif de réfugiés et les partis politiques ne doivent pas laisser cette question aux seuls extrêmes. Plus encore, il faut faire renaître la capacité française à façonner et contribuer à notre environnement immédiat, un défi que nos responsables politiques doivent relever.

Jean-Noël Jeanneney s'interroge au sujet du mode de scrutin ; un scrutin proportionnel est plus fidèle à l'opinion, mais il perpétue la domination des têtes de liste élues et éloigne ces élus de la population. Si l'on fait des scrutins uninominaux à deux tours dans de très grandes circonscriptions, les conséquences ne seraient-elles pas positives pour la France ? Selon **Yves Bertoncini**, des principes communs prônent la proportionnelle au Parlement européen afin que le plus large éventail politique soit représenté. De plus en plus le Parlement européen est devenu un législateur, peut-être faut-il corriger les grands principes de scrutin proportionnel non pas pour y renoncer, mais pour qu'il permette de dégager une majorité. Chaque pays demeure libre d'avoir une circonscription nationale unique ou plusieurs circonscriptions régionales. La proportionnelle corrigée et des circonscriptions de proximité constitueraient une bonne alternative entre la représentativité et une exigence de cohérence du pacte français à Strasbourg et Bruxelles.

Jean-Noël Jeanneney revient également sur l'affaire Alstom Siemens. Il reprend l'idée gaullienne selon laquelle le marché a du bon certes, car il pousse les gens à se décarcasser et à faire surgir les plus efficaces, mais si l'état ne surplombe pas le marché alors l'on arrivera à tous les inconvénients possibles et l'Amérique gouvernera le monde. Est-il légitime de s'incliner devant la statue de la concurrence non faussée ? Selon **Jean-Noël Jeanneney**, la concurrence doit rester un instrument, ce n'est ni un bien en soi ni une déesse. **Elisabeth Guigou** le rejoint sur cette question et revient sur l'inquiétude que susciterait la disparition des champions européens au profit de la concurrence notamment chinoise.

Yves Bertoncini de répondre que la concurrence est un débat important notamment parce que la France et l'Allemagne ont affirmé leur volonté de remettre les règles de la concurrence à plat, mais il faut en poser les termes de manière moins caricaturale. La Commission en effet laisse émerger des champions européens et nationaux : 5000 fusions notifiées, moins de 30 refusés par la commission. Sur une affaire comme celle d'Alstom et Siemens, deux pays se voient comme producteurs et industriels avec des emplois à la clé, mais les autres ne sont que des consommateurs. Comment leur dire qu'en Europe les prix seront plus chers et qu'ils auront moins de choix pour permettre à Alstom et Siemens de dégager des marges qui les rendront compétitifs sur les marchés mondiaux ? Une des solutions pour rétablir la concurrence serait de laisser entrer les Chinois sur le marché. **Yves Bertoncini** conclut que ce débat doit avant tout être posé sur des bases politiques : il existe des intérêts divergents en Europe et il y a un arbitrage à faire notamment en termes de pouvoir d'achat.

Quant à la déploration du public du manque d'importance donnée à l'Europe culturelle, **Yves Bertoncini** affirme qu'il est temps de sortir de l'Europe institutionnelle et de faire entrer l'Europe dans la culture populaire, car on connaît en effet encore très mal l'UE. En ce qui concerne la participation électorale, elle sera selon lui correcte, mais limitée. La politisation des

enjeux pourrait en effet conduire à plus de participations - comme ce fut le cas en 2014. À ce titre, **Élisabeth Guigou** défend pour continuer de faire vivre le mouvement européen français et international la création d'un « Erasmus des associations » pour s'adresser à des jeunes qui ne sont pas ou plus dans le système universitaire, une proposition qui lui est chère.

Jean-Noël Jeanneney conclut cet entretien en affirmant la primordialité de l'Europe de la culture, pas seulement comme héritière de l'humanisme et du romantisme du XVIII^e siècle, mais comme représentation globale que nous nous faisons de nous-mêmes et des questions européennes. À cet égard l'on retrouve la mission de l'école, la mission des médias, mais aussi la question d'une domination culturelle dans l'ordre des nouveaux moyens de communication. Dans la campagne il faudra avec passion et détermination évoquer la question des moteurs de recherche, des GAFAs et des droits d'auteur et de leur fiscalité, car rien n'est joué. La question des droits d'auteur est une bataille passionnante contre leur suppression et pour la création d'un compromis ménageant à la fois les créateurs, mais aussi ceux qui reçoivent et consomment la culture. Toutes ces batailles dont nous ne devons pas nous lasser pour contribuer à la réflexion européenne et continuer à enrichir le débat.